

TURKEY

URUGUAY

YUGOSLAVIA

ZAT

T U R K E Y

- Letter dated 6 July 1978 forwarding the contribution of Turkey to the Multilateral Trade Negotiations (in French).
- Translation into English.

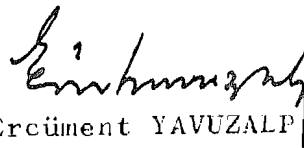
(211.120)-2344

Genève, le 6 juillet 1978

Monsieur le Directeur Général,

J'ai le plaisir de vous faire parvenir ci-joint le
texte concernant la contribution de la Turquie aux
Négociations Commerciales Multilatérales afin qu'il
puisse être distribué aux participants.

Veillez agréer, M. le Directeur Général, les
assurances de ma très haute considération.



Ercüment YAVUZALP

Ambassadeur

Représentant Permanent

Monsieur Olivier LONG,
Directeur Général,
G A T T,
Centre William Rappard,
Rue de Lausanne No. 154,
1211 Genève 21

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ci-dessous la contribution de la Turquie aux Négociations Commerciales Multilatérales :

1. Conformément aux dispositions du Protocole additionnel à l'Accord d'Association CEE-TURQUIE qui arrête les conditions, modalités et rythmes de la mise en place progressive d'une union douanière, la Turquie adoptera progressivement le tarif douanier commun de la CEE. Vu la différence du niveau de développement et d'industrialisation entre les deux partenaires, pour la quasi-totalité des produits, les taux des droits de douane turcs sont plus élevés par rapport à ceux du tarif douanier commun. De ce fait, l'alignement du tarif douanier de la Turquie sur le tarif douanier commun n'a d'autre conséquence que l'abaissement des tarifs turcs. L'incidence globale du tarif turc sera ainsi réduite de presque 60%.

L'abaissement des taux du tarif turc ci-dessus mentionné est un effort de la Turquie pour l'expansion et la libération du Commerce Mondial, l'un des objectifs principaux des NCM. Par conséquent, cet abaissement doit être considéré comme une des contributions de la Turquie auxdites négociations.

Par ailleurs, la Communauté Economique Européenne a fait des offres pour la réduction des taux de son tarif douanier commun. Conformément à ses obligations d'aligner son tarif douanier sur celui de la Communauté, la Turquie devra abaisser elle aussi ses tarifs aux nouveaux taux du TDC convenus à la fin des NCM.

Toutefois, conformément aux dispositions relatives à l'établissement de l'Union douanière entre la Turquie et la CEE, la mise en oeuvre par la Turquie des réductions tarifaires à convenir peut être quelque peu différée de celle de la Communauté.

Les autorités turques considèrent que, compte tenu de l'ampleur des concessions que pourrait faire la CEE, une entité hautement industrialisée, cette offre constitue le volet le plus important de la contribution de la Turquie aux NCM.

2. D'autre part, dans le cadre de son objectif de développement économique, la Turquie applique unilatéralement des réductions et des exemptions tarifaires pour un grand nombre de produits.

i) En tenant compte des objectifs et des impératifs des plans de développement quinquennaux et afin d'adapter les effets des droits de douane aux exigences de son développement économique, la Turquie réduit jusqu'à l'exemption les droits NPF concernant un grand nombre de produits. Ces mêmes réductions ou exemptions sont aussi accordées dans le cas des importations faites pour la réalisation des projets spécifiques d'investissement prévus par les plans de développement.

En 1975, 38 % des importations globales de la Turquie a bénéficié du régime à taux réduit ou nul, soit 1.810 millions de dollars des E.U.

ii) Certaines organisations et entreprises d'Etat sont habilitées à importer avec exonération les produits qu'elles utilisent dans le cadre de leurs activités.

La Turquie estime que ces réductions ou exemptions unilatérales des droits de douane doivent être considérées comme un autre volet de sa contribution au NCM.

3. Enfin, un dernier aspect de la contribution de la Turquie aux négociations commerciales concerne les mesures non-tarifaires. La Turquie a en effet supprimé en date du 4 avril 1977 les formalités consulaires appliquées pour la certification d'origine.

4. La contribution de la Turquie aux négociations commerciales par l'intermédiaire des offres de la Communauté Economique Européenne et par l'abaissement du tarif turc dû à son alignement sur celui de la Communauté ainsi que les réductions et exemptions tarifaires appliquées unilatéralement pour plusieurs produits ou sur base de projets d'investissement sont des faits qui prouvent l'importance que la Turquie attache à la libéralisation et l'expansion du Commerce Mondial.

La Turquie estime que lesdits efforts dépassent largement la contribution attendue des pays en développement conformément aux principes énoncés dans la déclaration de Tokio et plus particulièrement à ceux mentionnés à son article 5.

D'autre part, étant donné que les avantages dont la Turquie bénéficiait dans les marchés des pays industrialisés auront subi une érosion nette à la fin des négociations commerciales, la Turquie s'attend à ce que ses partenaires dans les négociations prennent en considération l'ampleur de sa contribution et fassent, à cette ultime étape des négociations, des offres supplémentaires afin que la Turquie puisse être satisfaite à la fin des négociations et que celles-ci apporte des avantages supplémentaires pour son commerce extérieur de manière à réaliser un accroissement substantiel de ses recettes en devises, la diversification de ses exportations, l'accélération de la croissance de son commerce, qui forment les buts principaux des négociations pour les pays en développement.

SECRET

Geneva, 6 July 1978

UNOFFICIAL TRANSLATION

PERMANENT MISSION OF TURKEY
GENEVA

(211.120) - 2344

Sir,

I have pleasure in forwarding to you herewith the text concerning the contribution of Turkey to the Multilateral Trade Negotiations, for circulation to the participants.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration,

(Signed) Ercüment YAVUZALP

Ambassador

Permanent Representative

Mr. Olivier Long,
Director-General
GATT

I have the honour to bring to your attention below the contribution of Turkey to the Multilateral Trade Negotiations:

1. In accordance with the provisions of the Additional Protocol to the EEC-Turkey Agreement of Association, which lays down the conditions, procedures and timing for the gradual formation of a customs union, Turkey will progressively adopt the common customs tariff of the EEC. In view of the difference in the level of development and industrialization of the two partners, in respect of almost all products the Turkish rates of customs duty are higher than those of the common customs tariff. Consequently, alignment of Turkey's customs tariff with the common customs tariff can only result in reduction of the Turkish duties. The overall incidence of the Turkish tariff will thereby be reduced by almost 60 per cent.

The lowering of the above-mentioned Turkish tariff rates constitutes an effort by Turkey in furtherance of the expansion and liberalization of world trade, one of the principal objectives of the MTN. Accordingly, this reduction must be regarded as one of Turkey's contributions to the said negotiations.

Furthermore, the European Economic Community has made offers to reduce rates of its common customs tariff. In keeping with its commitments to align its customs tariff with that of the Community, Turkey too will have to lower its tariff rates to the new rates of the CCT agreed upon at the end of the MTN.

However, in accordance with the provisions concerning the formation of the customs union between Turkey and the EEC, implementation by Turkey of the tariff reductions to be agreed may take place somewhat later than implementation by the Community.

The Turkish authorities consider that in view of the magnitude of the concessions that might be made by the EEC, a highly industrialized entity, this offer constitutes the most important component of Turkey's contribution to the MTN.

2. Furthermore, in connexion with its objectives of economic development, Turkey is unilaterally applying tariff reductions and exemptions in respect of a large number of products.

(i) Taking into account the objectives and imperatives of its five-year development plans and in order to adapt the effects of customs duties to the requirements of its economic development, Turkey is reducing MFN duties for a large number of products, sometimes to zero level. Such reductions or exemptions are also granted in the case of imports for implementing specific investment projects envisaged by the development plans.

In 1975, 38 per cent of all Turkish imports, with a value of US\$1,810 million, were accorded reduced or zero duty rates.

(ii) Certain State organizations and enterprises are authorized to import duty free the products used in their activities.

Turkey believes that these unilateral customs duty reductions or exemptions must be regarded as another component of its contribution to the MTN.

3. Lastly, a final aspect of Turkey's contribution to the trade negotiations relates to non-tariff measures. As from 4 April 1974 Turkey eliminated the consular formalities involved in certification of origin.

4. Turkey's contribution to the trade negotiations through the intermediary of the offers of the European Economic Community and the lowering of the Turkish tariff due to its alignment with the tariff of the Community, and the tariff reductions and exemptions applied unilaterally for a number of products or on the basis of investment projects, constitute factual evidence of the importance that Turkey attaches to the liberalization and expansion of world trade.

Turkey believes that those efforts go far beyond the contribution expected of developing countries in accordance with the principles set forth in the Tokyo Declaration and more particularly in its Article 5.

Moreover, in view of the fact that the advantages which Turkey enjoyed in the markets of the industrialized countries will have suffered definite erosion at the end of the trade negotiations, Turkey expects its partners in the negotiations to take into account the extensiveness of its contribution and, in this final phase of the negotiations, to make additional offers so that Turkey may be satisfied at the end of the negotiations and that the latter may secure additional benefits for its external trade so as to achieve a substantial increase in its foreign exchange earnings, the diversification of its exports, and the acceleration of the rate of growth of its trade, which are the principal aims of the negotiations for the developing countries.